

INTRODUCTION

Hervé Moëlo

« Réfléchir aux écrits de proximité, c'est plutôt réfléchir sur soi. »
Bernard Pudal

« (...) être citoyen, c'est faire ce qu'on connaît le mieux, ce qui nous passionne et l'inscrire dans la vie quotidienne, dans ses luttes ou dans ses amours. »
Gérard Paris-Clavel

Ce dossier fait écho à une rencontre organisée le 20 octobre 1999 par la Ville de Nantes, engagée depuis 1989 dans une politique de lecture¹

et depuis février 2000 dans la création de la Fédération des Villes-lecture. Deuxième édition d'une manifestation inaugurée en avril 1997 (« *L'écriture à l'école, hors l'école, un enjeu pour la Ville* »), cette journée se proposait d'aborder un aspect particulier du rapport entre écriture, école et ville : les journaux de proximité écrits par les habitants (enfants et adultes) et la question de l'affichage de l'opinion dans l'espace public. Croisant deux préoccupations importantes - les « circuits courts de production » et les Villes-lecture - cette réflexion s'est volontairement ouverte à des types de journaux très différents, abordant de façon large la production de ces écrits de proximité qui se multiplient sous bien des formes.

Très tôt, l'AFL s'est emparée du journal, profitant de l'héritage de Célestin Freinet et du développement de la PAO pour le propulser plus loin, vers la prise de parole politique des individus dans leurs collectivités (école, entreprise, quartier, centre de formation, association...). La quatrième proposition pour le développement d'une politique de lecture - intégrée dans la charte des Villes-Lecture - le cite explicitement comme un élément important : « *multiplication de circuits courts de production et de diffusion des nouveaux écrits* ». ² Parce qu'« *un groupe qui vit est un groupe qui écrit* », le journal devient une seconde nature pour ceux qui veulent transformer le rapport à l'écrit.

Le principe du « circuit court » : travailler la pensée par l'écriture aujourd'hui, pour la lire demain ensemble, dans un mouvement de prise de conscience et de théorisation de l'expérience. Parmi les nombreux articles qui lui sont consacrés, Jean Foucambert propose dans « Madani ira-t-il à Paris ? » ³, une alternative aux consternantes méthodes de lecture, notamment utilisées dans la formation des adultes : par une sorte de journal de bord, tenir la mémoire du vécu collectif... « *Si le groupe vit en tant que groupe, autour du projet interne de lire, à partir de projets tournés vers l'extérieur pour comprendre et transformer ce qui, dans le milieu social, exclut des réseaux de communication écrite (...) alors l'écrit apparaît pour tous à la fois comme le moyen, la condition, le signe et la conséquence de ce pouvoir partagé.* »

Du côté de l'école, le journal est bien évidemment intégré dans les classes-lecture comme un élément essentiel à la régulation de la vie quotidienne. « *J'agis donc je lis* » disait un dessin des Actes de Lecture. Dans l'école et le quartier, l'écriture et la fabrication du journal n'est pas seulement un geste culturel mais un acte social authentique : prise de pouvoir sur le quotidien que

¹ Cf. Suzy Garnier, A.L. n°53, mars 96, pp.58-63

² A.L. n°53, mars 96, p. 134.

³ Jean Foucambert, *Question de lecture*, AFL-RETZ, 1989

l'absence d'écrit et de prise de position laisserait encore plus incompréhensible. C'est dans «Un journal à la BCD», qu'Yvonne Chenouf propose une synthèse des territoires explorés par le journal. Quatre pages pour quatre fonctions : 1. Le socio-affectif - 2. le socioprofessionnel - 3. Nos lectures. - 4. L'actualité du monde.⁴ Tout y est. Le journal apparaît dans toute sa puissance : à la fois intime et collectif, événementiel et théorique. Par la suite, au milieu de toutes les expériences relatées, dont certaines deviennent des références importantes,⁵ on continue à réfléchir à cette pratique spécifique. Le circuit-court se distingue tout de même singulièrement du classique et habituel journal.

L'écriture aux quatre vents

En 1995, suite à une intervention du graphiste Gérard Paris-Clavel au congrès de l'A.F.L., réapparaît l'idée - déjà explorée au centre de classe-lecture de Bessèges - de faire sortir le journal du circuit de ses lecteurs et de le mettre où il n'a pas sa place : les bistrotts, les supermarchés, les lignes de bus... « *Des écrits pour agir dans la ville* » c'est à la fois le nom d'un stage et d'un article⁶ qui présente deux expériences menées à Nanterre (par Robert Caron) et à Nantes (par Anne Mahé) : deux journaux qui s'ouvrent à tous les vents, brisant le cercle du groupe, circulant de la main à la main et conditionnant une écriture et un regard fulgurant sur une réalité quotidienne qui n'a rien d'exceptionnelle. Cette entrée en force de l'écrit dans la ville ouvre vers autre chose : essayer de rendre hommage à des gens et à des lieux rarement évoqués dans les textes. Le journal, «lieu de l'opinion» et de distanciation, affiche d'autres ambitions : traquer l'invisible et l'inconnu, exprimer des émotions inédites dans des lieux publics, mobiliser les passants sur la vie telle que l'écrit la traduit, offrir des écrits décalés aux lecteurs anonymes, passer de la brève de comptoir au texte. Bref, réconcilier la silencieuse écriture avec la rue et ses tumultes...

Dès 1993, les travaux de Bernard Pudal sur «les usages politiques de la symbolique lettrée» avaient fait leur apparition dans les Actes de Lecture, par un article qui met en scène grâce à un subtil détour, la «classe ouvrière», les «illettrés» et les «lettrés»⁷. Par la suite, deux autres articles sur l'illettrisme⁸ et les ateliers d'écriture⁹ apporteront des éléments nouveaux et inattendus sur le rapport à l'écriture qu'«on» veut tant qu'«ils» lisent et qu'«ils» produisent. À un moment où la réflexion de l'AFL portait plutôt sur les processus d'écriture, la réécriture et la genèse des textes, Bernard Pudal explorait une autre voie en interrogeant, non pas les pratiques ni les outils, mais les motivations sociales des «lettrés» - éducateurs, médiateurs culturels, militants... - sur ce besoin de conformer les «non-lettrés» à leur image et à leurs pratiques.

Aujourd'hui, quoi de neuf du côté des journaux ? Le 31 janvier 2000, un message est arrivé sur la liste de diffusion de la recherche AFL-INRP.¹⁰ Thierry Opillard fait état de son travail avec sa classe de CP : «*notre journal, L'Avis, n'est pas un circuit-court au sens où il a été défini dans les articles des Actes de Lecture*¹¹. Plutôt un «écrit de proximité» (...) parce qu'il se veut outil de communication sur l'environnement de l'école, essentiellement les parents. Le circuit-court fonctionne en interne, pouvant se permettre beaucoup d'implicite, qui le rend parfois inabordable par quelqu'un d'extérieur. (...) le but est justement le traitement par l'écrit du réel. (...) L'intérêt essentiel me paraît être que c'est un lieu privilégié de prise de conscience de la différence de traitement entre l'oral et l'écrit.» Les pratiques et la réflexion continuent, l'une contaminant l'autre, mais ce sont les effets provoqués

⁴ Yvonne Chenouf, *Un journal à la BCD*, Dossier Les BCD, 1993, AFL

⁵ «L'écrit des murs» à St Etienne du Rouvray, le «Coussens en plume» du collège de St Ambroix, «Regards» en maternelle à Beaumont-Hague, les journaux de la Villeneuve de Grenoble ou de Villeneuve d'Ascq, «Tapages» à Nice...

⁶ Nathalie Bois, *Des écrits pour agir dans la ville*, A.L. n°51, sept. 95, pp.42-47

⁷ Bernard Pudal, *La revue de presse*, A.L. n°43, sept. 93, pp.26-33

⁸ *La Cérémonie de Claude Chabrol ou l'illettrisme comme stigmaté*, A.L. n°53, mars 96, pp.55-70

⁹ *Quelques remarques sur l'histoire des offres d'écriture*, A.L. n°61, mars 98, pp.69-73

¹⁰ La recherche AFL-INRP intitulée *Les usages experts de l'écrit au cycle 2* est en cours et offre la possibilité aux 90 enseignants engagés de communiquer par Internet via une liste de diffusion.

¹¹ Nathalie Bois, *Le circuit court : sa spécificité et ses usages*, A.L. n°62, juin 98, pp.35-39

sur le groupe qui semblent toujours aussi essentiels : le « *traitement par l'écrit du réel* » né d'un collectif qui produit une pensée sociale pour lui-même puis pour l'extérieur.

Que ce soit l'école, la BCD, le quartier, la famille, la bibliothèque, l'association, le syndicat... l'ouverture vers ces autres qui ne sont pas nous, reste une question essentielle, même si elle condamne ce type d'écrit à un aller et retour éternel entre le groupe «interne» et une collectivité moins maîtrisable qui peut le recevoir à l'extérieur ou venir le chercher par Internet.

Questions cherchent réponses

Plusieurs questions ont ainsi tourné autour des rapports entre des groupes sociaux : ceux qui veulent faire écrire et ce qu'on veut faire écrire, ceux qui veulent donner la parole et ceux dont on veut qu'ils la prennent. Dans un collectif, dans un comité de rédaction, comment peut se faire le passage de la parole «donnée» à la parole «prise» pour son propre compte ? S'exprime-t-on de la même façon quand l'espace d'écriture vous est offert ? Quel est le rôle des médiateurs de l'écriture (enseignants, chargés de quartier, animateurs, emploi-jeunes, militants...) et leur posture dans ce contexte «d'offre» ? Et pour ce qui est des institutions (municipalité, école, association) : quel rôle tiennent ces publications dans une politique de lecture-écriture ? Comment se vit le rapport entre l'institution et la parole des rédacteurs ?

Deux interventions nous ont aidé à affronter toutes ces questions. C'est très logiquement que Bernard Pudal a été invité à prolonger sa réflexion sur l'écriture en s'orientant cette fois-ci vers les écrits de proximité. Une question de départ : « *pourquoi absolument faire écrire les autres ?* ». Puis une problématique : **comment l'identité, moteur essentiel de l'écriture, peut-il passer de la sphère de l'écriture intime à celui l'écriture publique ?**

En présentant son travail de graphiste et sa « *pratique sociale des images* » Gérard Paris-Clavel a fait ressortir de son côté, d'autres interrogations essentielles : **quelles formes peuvent prendre les images et les mots dans un espace public et une société envahis par la publicité et la consommation de masse ?** Comment adapter la force graphique à la force de l'écrit et à ce lectorat qui a de faibles capacités de lecture ? Comment donner une forme la plus juste à ces textes d'expression de «l'avis de la population» ? Comment la participation aux projets, aux actions et aux luttes sociales (« *On ne peut se contenter de parler sans être présent (...) Il faut y aller pour voir* ») est une condition *sine qua non* à la réussite des productions. Comment la mise en forme de la parole doit concerner « *la réalité du monde* » plutôt que « *la décoration du monde* ».

En leur compagnie une centaine de participants, représentants ou rédacteurs de publications, (écoles, quartiers et associations), responsables éducatifs et culturels, graphistes ou plasticiens se sont posé toute une série de questions autour de l'écriture, de l'invitation sociale à l'écriture, de l'expression graphique des écrits et du poids politique des journaux.

En complément, ce dossier reprend **l'état des lieux des publications nantaises** fait par la Ville de Nantes ainsi qu'une double réflexion sur **les évolutions de l'écriture** dans l'espace public : ses dérives négatives (observables dans la presse ou les ateliers d'écriture) mais aussi les formes nouvelles et inédites qu'elle prend dans les mouvements sociaux.